

## COMMUNE DE SONZAY - 37360

Arrêté du Maire n° A2025-02  
Portant interdiction de stationnement  
du n°28 au n°32 rue du 11 Novembre 1918 (RD n°68)

Vu l'arrêté du Maire n°A2020-20 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Jean-Pierre GUIGNARD – 1er Adjoint au Maire,  
Vu l'arrêté du Maire n°A2022-03 portant modification de fonction et de signature à Monsieur Jean-Pierre GUIGNARD,  
Vu le code de la route,  
Vu le code de la voirie routière,  
Vu le code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2212.21 L.2213-1 et L.2213-2,  
Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée et complétée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,  
Vu les décrets n° 85-807 du 30 juillet 1985, n°86-475 du 14 mars 1986 et n°86-476 du 16 mars 1986 précisant les pouvoirs de police du Maire, du Président du Conseil Général et du Préfet en matière de circulation routière,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié et complété, relatif à la signalisation routière,  
Considérant que le stationnement en bordure et sur la chaussée de la Route Départementale n°68 – rue du 11 Novembre 1918 du n°28 au n°32, doit être interdit, dans les deux sens de circulation, afin de sécuriser un chantier réalisé sur trottoir.  
Considérant que cette réglementation pourra être appliquée sans inconvénient majeur pour la circulation,

## ARRÊTE

- Article 1. Le stationnement de tous les véhicules est interdit, dans les deux sens de circulation, Route Départementale n°68 – rue du 11 Novembre 1918 du n°28 au n°32, en agglomération, Commune de Sonzay (37360).
- Article 2. La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - livre I - quatrième partie - signalisation de prescription - sera mise en place par les soins de la Commune de Sonzay (37360).
- Article 3. Cet acte sera rendu exécutoire immédiatement après sa transmission et publication, en application de l'article L.221-2 du code des relations entre le public et l'administration. Les dispositions définies par l'article 1er prendront effet du 14 au 21 Janvier 2025.
- Article 4. Toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent arrêté sont annulées.
- Article 5. Toutes contraventions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par les agents ou fonctionnaires dûment assermentés et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.
- Article 6. Monsieur le Maire de la Commune de Sonzay et la Brigade de Neuillé-Pont-Pierre sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Madame la Chef du Service Territorial d'Aménagement du Nord-Ouest – LANGEAIS.

Fait à Sonzay, le 10 Janvier 2025  
PO/Le Maire,  
L'Adjoint délégué,  
Jean-Pierre GUIGNARD

Le Maire,  
- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,  
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

